



Décision individuelle N°2024-347

Pétitionnaire : société MERCANTOUR CONCEPT représenté par M. TOURNIER Thibault
Adresse : 473 chemin du Pont des Colles, 06610 LA GAUDE
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Étude d'élaboration et de complément des Plans de Prévention des Risques d'avalanches
Localisation : communes de Belvédère, Tende et Saorge

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 05 septembre 2024 par la société MERCANTOUR CONCEPT, représentée par Monsieur TOURNIER Thibaut,

Considérant que la société MERCANTOUR CONCEPT est chargée par la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, de la réalisation des études nécessaires à l'élaboration et au complément des Plans de Prévention des Risques (PPR) d'avalanches des communes de Belvédère, Tende et Saorge,

Considérant que ces survols de drone sont nécessaires à la réalisation de missions scientifiques, à savoir la qualification des aléas avalancheux nécessaires à l'élaboration des PPR avalanches mentionnés supra,

Considérant que les PPR ont pour objet de délimiter les zones exposées directement ou indirectement à un risque et d'y réglementer l'utilisation des sols,

Considérant qu'à ce titre, le survol répond aux besoins d'une expertise scientifique et peut être autorisé toute l'année conformément à la modalité n°29,

Considérant toutefois qu'à la période de survol envisagée par le pétitionnaire, les grands ongulés sont extrêmement sensibles à tout dérangement (période de rut et périodes hivernales) et que les zones survolées sont pour la plupart des zones d'hivernage pour ces ongulés,

Considérant par conséquent la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement en période de reproduction et d'hivernage, et qu'il y a lieu de ne pas autoriser de survol au-delà du 31 octobre 2024,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société MERCANTOUR CONCEPT, représentée par Monsieur TOURNIER Thibaut, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, destinés à l'étude d'élaboration et de complément des Plans de Prévention des Risques d'avalanches des communes de Belvédère, Tende et Saorge sous maîtrise d'ouvrage de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef :

- nom du télépilote : TOURNIER Thibaut
- type d'appareil : drone DJI Mavic 2 Pro
- n° de série de l'appareil : 163CGAPR0A41RL
- n° d'enregistrement DGAC : UAS-FR-383367

2.2 En cœur de Parc, le pilote est tenu de ne pas survoler les zones sensibles figurant sur les cartes annexées à la présente décision.

2.4. Le bénéficiaire évite tout dérangement de la faune en faisant atterrir le drone en cas de présence de rapaces en vol. Toute interaction (curiosité ou approche de la part d'un aigle ou autre rapace) est consignée par le bénéficiaire et transmise pour information au service du Parc national du Mercantour compétent territorialement.

2.5. Un bilan des survols effectués est adressé au siège du Parc national du Mercantour à l'échéance de la présente. Ce bilan précise le nombre de rotations, les dates, les horaires et temps de vol par opération géolocalisée et consigne les éventuelles interactions avec la faune.

2.6. Nombre maximal de rotations autorisé : 40 rotations de 15 minutes environ.

- 1 rotation par couloir d'avalanches ou par ensemble de couloirs sous un même sommet.
- Parcours des couloirs d'avalanche à 150 m du sol.

2.7. Le télépilote est tenu d'informer les services territorialement compétents, des dates ou périodes, des horaires et temps de vol, 24h à l'avance, et de se conformer aux prescriptions de survol édictées par les services territoriaux compétents.

Ces déclarations seront à adresser par e-mail aux contacts suivants :

Service territorial Vésubie :

- chef de service : LACOSTE Romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr ; 06 16 27 64 33)
- adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06 46 45 64 82)

Service territorial Roya-Bévéra

- cheffe de S.T : DUTRAY Claire (claire.dutray@mercantour-parcnational.fr, 06.28.56.44.28)
- adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)
- service (général) : royabevera@mercantour-parcnational.fr

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période allant **du 20 septembre 2024 au 31 octobre 2024**.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 20 septembre 2024

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

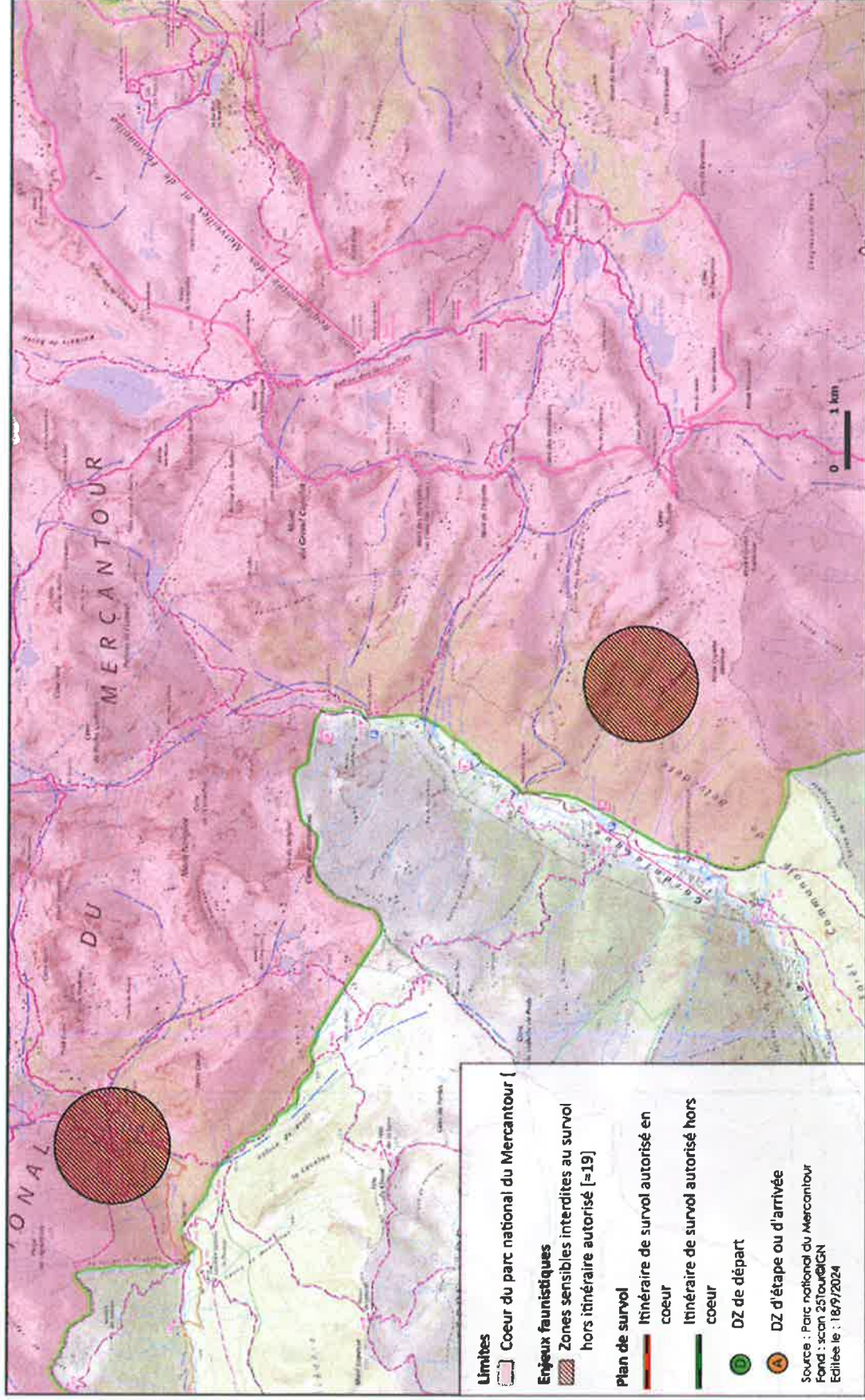
- service territorial Vésubie
- service territorial Roya-Bévéra

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



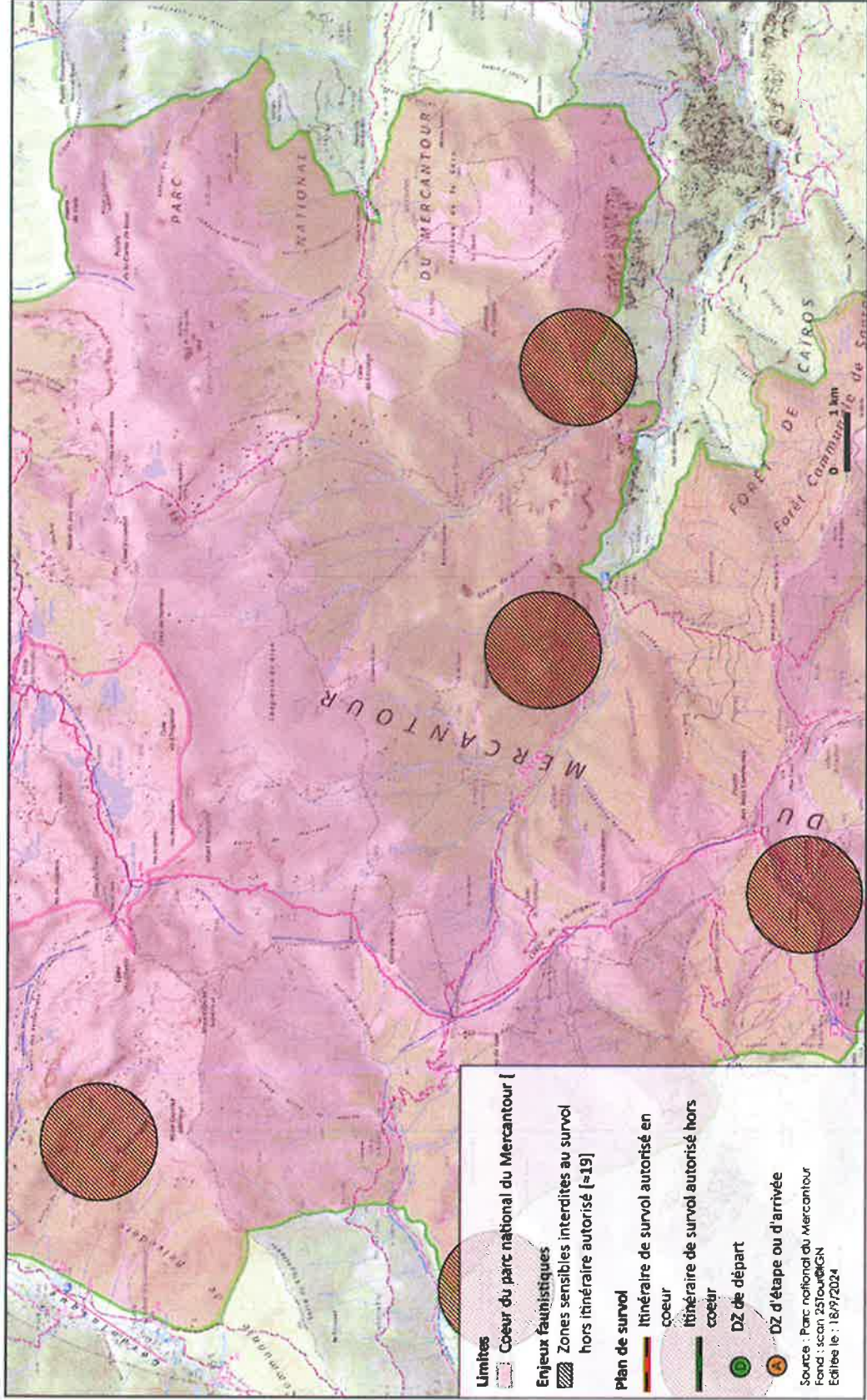
ANNEXE - DECISION N° 2024-347

PLAN DE VOL : ZONES SENSIBLES INTERDITES DE SURVOL





ANNEXE - DECISION N° PLAN DE VOL : ZONES SENSIBLES INTERDITES DE SURVOL - SAORGE





ANNEXE - DECISION N° 2024-347

PLAN DE VOL : ZONES SENSIBLES INTERDITES DE SURVOL - TENDE

